

PREAMBULE

## Conseil communal et Municipalité

### CONSEIL COMMUNAL

Le Conseil communal a tenu 18 séances (dont 5 citées longues) au cours de l'année 2003 (19 séances ordinaires en 2002).

Le Conseil a reçu 16 pétitions; 31 motions et 6 projets de règlements ont été déposés; 53 interpellations, ainsi que 4 questions ont été adressées à la Municipalité par des membres du Conseil.

La Municipalité lui a présenté 2 rapports, ainsi que les préavis suivants :

---

1. Administration générale et finances .....	15 préavis
2. Sécurité publique.....	1 préavis
3. Culture, sports, patrimoine .....	13 préavis
4. Travaux .....	18 préavis
5. Enfance, jeunesse et éducation .....	3 préavis
6. Sécurité sociale et environnement .....	13 préavis
7. Services industriels .....	4 préavis
<hr/>	
soit au total.....	67 préavis

---

### MUNICIPALITÉ

---

	Titulaires	Suppléants
Administration générale et finances	M. Daniel BRELAZ	Mme S. Zamora
Sécurité publique	Mme Doris COHEN-DUMANI	Mme E. Rey
Culture, sports, patrimoine	M. Jean-Jacques SCHILT	M. O. Français
Travaux	M. Olivier FRANÇAIS	M. J.-J. Schilt
Enfance, jeunesse et éducation	M. Oscar TOSATO	Mme D. Cohen-Dumani
Sécurité sociale et environnement	Mme Silvia ZAMORA	M. O. Tosato
Services industriels	Mme Eliane REY	M. D. Brélaz

---

En 2003, la Municipalité a tenu 54 séances (54 en 2002).

## PREAVIS AU CONSEIL COMMUNAL

Date de l'approbation par le Conseil communal	N°	Administration générale et finances
4 mars	2003/2	23 janvier : Admissions à la bourgeoisie de Lausanne.
16 septembre	2003/14	10 avril : Remplacement du serveur d'entreprise.
30 juin	2003/15	17 avril : Commune de Lausanne. Comptes de l'exercice 2002.
30 juin	2003/24	5 juin : Crédits supplémentaires pour 2003 (1 <sup>e</sup> série).
-	2003/26	12 juin : Mise en place d'une politique de développement durable en ville de Lausanne (Agenda 21).
-	2003/27	19 juin : Introduction du vote par correspondance généralisé. Incidences sur le taux de participation et sur l'organisation des scrutins. Réponse à la motion de M. Jean Meylan intitulée «Pour une action municipale déterminée de lutte contre l'abstentionnisme».
11 novembre	2003/35	3 juillet : Vente de l'immeuble acquis dans le cadre de la succession en déshérence de Madame Geneviève Badan.
7 octobre	2003/36	17 juillet : Autorisation générale d'emprunter.
-	2003/37	31 juillet : Mise en place d'une politique de développement durable en ville de Lausanne (Agenda 21). 4 <sup>e</sup> partie : éducation et formation.
16 septembre	2003/39	14 août : Admissions à la bourgeoisie de Lausanne.
10 décembre	2003/42	25 septembre : COMMUNE DE LAUSANNE. Budget de fonctionnement de l'exercice 2004. Plan des investissements pour les années 2004 et 2005. Modification du Règlement pour le personnel de l'administration communale (RPAC). Modification du règlement communal du Fonds pour l'utilisation rationnelle de l'électricité et la promotion des énergies renouvelables.
10 décembre	2003/44	2 octobre : Autorisations d'achats pour l'exercice 2004.
-	2003/45	2 octobre : Transports publics : gratuité de la «ficelle» entre la gare CFF et le Flon, tickets tl gratuits pour les membres du Conseil communal, étude du rétablissement d'un funiculaire place du Vallon – Signal de Sauvabelin.
10 décembre	2003/52	23 octobre : Remplacement et extensions ordinaires du réseau RECOLTE pour l'exercice 2004.
10 décembre	2003/58	6 novembre : Crédits supplémentaires pour 2003 (2 <sup>e</sup> série).

Date de l'approbation par le Conseil communal	N°	Sécurité publique
-	2003/64	27 novembre : Situation des transports publics sur l'avenue d'Echallens. Réponse à la motion de Monsieur Yves-André Cavin.

Date de l'approbation par le Conseil communal	N°	Culture, sports, patrimoine
13 mai	2003/3	23 janvier : Place de la Riponne 10 à Lausanne. Rénovation et transformation du cinéma Romandie.
3 juin	2003/4	23 janvier : Piscine olympique couverte. Réponse à la motion Eliane Rey.
3 juin	2003/10	27 janvier : Immeubles rue Centrale 34/rue du Rôtillon 7 : îlot A et rue Centrale 24/ruelle du Flon 7 : îlot B - Démolition d'immeubles au lieu-dit «Le Rôtillon» à Lausanne.
2 septembre (Refus entrée en matière par CC)	2003/11	20 mars : Fondation de l'Hermitage. Octroi d'un droit distinct et permanent de superficie.
16 septembre	2003/19	30 avril : Immeuble place de la Cathédrale 12 à Lausanne. Projet de restauration complète, d'aménagement des combles et du jardin. Demande d'augmentation du compte d'attente.

11 novembre	2003/21	28 mai : Stade olympique de la Pontaise. Plan partiel d'affectation concernant les terrains compris entre la route des Plaines-du-Loup, la limite nord-ouest de la parcelle n° 1987, le chemin des Grandes-Roches et l'avenue du Vélodrome. 3 <sup>e</sup> étape des travaux de réfection, d'amélioration et de modernisation des installations.
16 septembre	2003/22	28 mai : Déménagement du service de la circulation. Réutilisation des surfaces libérées pour les besoins de l'office d'instruction pénale et du corps de police.
25 novembre	2003/32	3 juillet : Immeuble locatif et commercial rue Neuve 6 / rue Pré-du-Marché 5 à Lausanne. Projet de rénovation et de restructuration du bâtiment.
28 octobre	2003/33	3 juillet : Réhabilitation du Théâtre des Roseaux d'Expo 02 pour une nouvelle salle de concert. Parcelle n° 891, sise à Sévelin 36. Réponse à la motion de M. Maurice Calame et consorts.
11 novembre	2003/41	28 août : Maison du Sport International – Construction de quatre bâtiments administratifs au droit de l'avenue de Rhodanie à Lausanne – Octroi de la garantie du service de la dette.
-	2003/57	30 octobre : Parcelle n° 3607 sise à la route d'Oron. Octroi d'un droit distinct et permanent de superficie à M. et Mme Pascal et Isabelle Ravel.
-	2003/61	13 novembre : Lausanne Hockey Club SA. Participation au capital.
-	2003/62	13 novembre : Intégration de la gestion des bâtiments administratifs du service immobilier dans l'outil informatique OFIGER. Réponse à deux motions.

Date de l'approbation  
par le Conseil  
communal

N° **Travaux**

30 juin	2003/1	16 janvier : Réaménagement de la rue de Genève (tronçon place de l'Europe - rue de la Vigie) et de la rue de la Vigie (tronçon rue de Genève - rue des Côtes de Montbenon).
30 juin	2003/6	13 février : Plan partiel d'affectation concernant les terrains compris entre l'avenue de Morges, les limites sud et est de la parcelle n° 869, la limite est de la parcelle n° 870, le chemin de Renens et le plan partiel d'affectation légalisé n° 681 du 31 janvier 1997 - Radiation du plan de quartier n° 542 du 10 mars 1972 - Convention comportant promesse de cession et de constitution de servitude.
3 juin	2003/7	13 février : Plan partiel d'affectation concernant les limites des constructions sur l'avenue de France - Modification partielle du plan légalisé n° 439 - Acte de vente et pacte d'emption.
3 juin	2003/13	3 avril : Rue du Tunnel. Tronçon compris entre les n°s 5 et 20. Renouvellement des conduites industrielles et réfection de la chaussée et des trottoirs.
2 septembre	2003/20	22 mai : Plan partiel d'affectation «Malley-Bourgogne» concernant les terrains compris entre le chemin du Martinet, le chemin de Malley, l'avenue de Provence, la limite communale et la ligne CFF. Addenda au plan légalisé n° 543.
7 octobre	2003/25	5 juin : Grand-Pont. Aménagement des arches est 1 à 3.
28 octobre	2003/28	19 juin : Aménagement d'un square à la rue de la Borde. Réponse à la motion de Mme Silvia Zamora.
7 octobre	2003/31	26 juin : Plan partiel d'affectation «Au Château Fallot». Radiation partielle des plans n°s 598 et 598, annexe 2.1. Echange, constitution, modification et radiation des servitudes à terme et conditionnels.
16 septembre	2003/34	3 juillet : Dérivation des eaux claires de la Louve. Installation d'un dégrillage au déversoir du Capelard.
-	2003/47	9 octobre : Signalisation des écoles lausannoises.
-	2003/48	9 octobre : Réponse à la motion de Mme Gisèle-Claire Meylan demandant une étude complète du système lausannois des passages piétons.
10 décembre	2003/50	16 octobre : Rénovation et extension de la voirie, marquage routier. Rénovation et extension du réseau des collecteurs publics. Rénovation et extension du réseau de distribution d'eau et échanges périodiques des compteurs d'eau. Crédits-cadre annuels 2004.
-	2003/53	23 octobre : Liaison Haut-Vallon – Sauvabelin. Construction de la station de pompage de Haut-Vallon. Réalisation d'une nouvelle cuve de 3 000 m <sup>3</sup> au réservoir de Sauvabelin.
-	2003/54	23 octobre : Réaménagement et réfection de la partie nord de la place sise au Pont de Chailly. Aménagement provisoire de la partie sud de la place sise au Pont de Chailly. Réaménagement et réfection de l'avenue de la Vallonnette.

- 2003/55 23 octobre : Quelques rues non déneigées à Lausanne. Réponse à la motion de M. Roland Ostermann.
- 2003/56 23 octobre : Zones à vitesse limitée à 30 km/h dans les zones foraines. Réponse à la motion de M. Yves-André Cavin.
- 2003/63 13 novembre : Réaménagement de la rue Centrale. Réponse à la motion de Mme Géraldine Savary et consorts.
- 2003/65 18 décembre : Plan partiel d'affectation concernant les terrains compris entre les avenues du Théâtre, Villamont et le chemin des Magnolias. Radiation des plans légalisés n<sup>os</sup> 374 et 374a.

Date de l'approbation  
par le Conseil  
communal

N°

### **Enfance, jeunesse et éducation**

- 17 juin 2003/16 17 avril : Centre de vie infantine des Bergières. Demande d'un crédit complémentaire. Nouvelle extension de la capacité d'accueil.
- 25 novembre 2003/23 28 mai : Politique de la petite enfance à Lausanne. Etat des lieux et projets à réaliser pour les années 2003 à 2006. Réponses aux motions et pétition de M. Claude-Olivier Monot (revalorisation du statut des éducatrices de la petite enfance), M. Jean-Daniel Berset, Mmes Andrea Egli et Michèle Dubochet (pour garantir aux enfants de notre ville une structure d'accueil de qualité et en quantité suffisante) et la pétition de M. Jean-Daniel Berset (sur l'avenir des structures d'accueil des écoliers lausannois), M. Jean-Daniel Berset (pour une utilisation plus performante des centres d'accueil, des centres aérés), M. Oscar Tosato (pour la création de structures légères d'accueil pour la petite enfance), Mme Andrea Egli (bébés ? oui ! mais qui va les garder pendant que nous travaillons ?), Mme Angelina Pasche-Casadei (et si d'élever des enfants était l'affaire de nous tous...).
- 2003/59 6 novembre : Enseignement pré-professionnel de l'art dramatique – Réponse à la motion de M. Jean-Yves Pidoux demandant à la Municipalité de s'engager pour le maintien de la filière pré-professionnelle conduisant à la haute Ecole de Théâtre de Suisse romande.

Date de l'approbation  
par le Conseil  
communal

N°

### **Sécurité sociale et environnement**

- 30 juin 2003/8 13 février : Société coopérative Cité-Derrière - Projet de construction d'un bâtiment totalisant 20 logements subventionnés, un parking de 25 places intérieures et 4 places extérieures, sis chemin de la Prairie 22 - Octroi des aides publiques prévues par la Loi du 9 septembre 1975 sur le logement - Octroi d'un cautionnement solidaire.
- 7 octobre 2003/9 20 février : Réduction des risques sanitaires liés à la consommation de stupéfiants ou à l'exclusion et prescription médicale d'héroïne. Réponse aux motions de M. Jean-Daniel Berset.
- 30 juin 2003/12 20 mars : Renforcement administratif au centre social régional (CSR) du service social et du travail (SST).
- 28 octobre  
(préavis refusé par  
CC) 2003/17 17 avril : Etablissement cantonal d'assurance contre l'incendie et les éléments naturels du canton de Vaud. Projet de construction d'un bâtiment totalisant 11 logements subventionnés, une garderie et des locaux pour l'administration cantonale vaudoise, sis rue Charles-Vuillermet 2-4. Octroi d'une subvention pour l'équipement de la garderie. Octroi des aides publiques prévues par la Loi du 9 septembre 1975 sur le logement.
- 2 septembre 2003/18 17 avril : Création d'une statistique permettant de connaître les causes d'indigence des requérants de l'Aide sociale vaudoise (ASV). Réponse à la motion de M. Michel Cornut.
- 10 décembre 2003/29 19 juin : Politique communale d'intégration et de naturalisation des immigrés. Réponse aux motions Pierre Zwahlen et Oscar Tosato.
- 25 novembre 2003/40 21 août : Fondation Pro Habitat Lausanne. Projet de construction de 4 bâtiments comprenant 46 logements subventionnés, un centre de vie infantine, un APEMS, un parking souterrain de 65 places pour voitures et 10 places pour motos sis avenue du Temple. Constitution d'un droit de superficie. Octroi des aides publiques prévues par la Loi du 9 septembre 1975 sur le logement. Octroi d'un cautionnement solidaire. Octroi d'un prêt chirographaire.

- 2003/43 25 septembre : Nouvelle politique communale du logement et réponses à trois motions sur le logement :  
M. Marc VUILLEUMIER (demandant à la Municipalité de définir sa politique relative à la fixation des loyers des biens immobiliers appartenant à la Ville), M. Joël CRUCHAUD (Service des gérances, échange d'appartements et ajustement progressif des loyers), M. Jean-Yves PIDOUX (demandant le maintien d'appartements à loyers modestes dans certains immeubles propriétés de la Ville).
- 2003/46 2 octobre : Subvention communale au Centre social protestant : nouvelles bases de calcul et augmentation du montant alloué.
- 10 décembre 2003/51 16 octobre : Travaux de rénovation et de réhabilitation des parcs et promenades. Crédit-cadre annuel 2004.
- 2003/60 6 novembre : Projet de construction d'un bâtiment de 6 niveaux et de quatre bâtiments de 3 niveaux comprenant au total 54 logements subventionnés, une nurserie-garderie et un parking souterrain de 72 places au chemin de la Colline 14 à 56 – Constitution d'un droit de superficie – Octroi des aides publiques prévues par la Loi du 9 septembre 1975 sur le logement – Octroi d'un cautionnement solidaire – Demande de crédit d'équipement pour une nurserie-garderie – Demande de crédit pour l'aménagement d'un parc public de quartier.
- 2003/66 18 décembre : Société coopérative Coopélia. Projet de construction de deux bâtiments totalisant 48 logements subventionnés, un parking de 32 places intérieures et 11 places extérieures, sis chemin de Malley 22-24 à Lausanne. Octroi des aides publiques prévues par la Loi du 9 septembre 1975 sur le logement . Octroi d'un cautionnement solidaire.
- 2003/67 23 décembre : Société coopérative Logement Idéal. Projet de construction de deux bâtiments comprenant au total 28 logements subventionnés et un parking souterrain de 30 places sis avenue d'Echallens 85 et avenue Recordon 46. Constitution d'un droit de superficie. Octroi des aides publiques prévues par la Loi du 9 septembre 1975 sur le logement. Octroi d'un cautionnement solidaire.

Date de l'approbation  
par le Conseil  
communal

N°

### **Services industriels**

- 13 mai 2003/5 30 janvier : Construction d'une chaufferie à Malley. Demande de crédit complémentaire.
- 2003/30 19 juin : Pour un abaissement des frais de chauffage de tous les habitants qui se raccordent au chauffage à distance. Réponse à la motion de M. Charles-Denis Perrin.
- 11 novembre 2003/38 31 juillet : Stratégie des Services industriels de Lausanne (SIL). Constitution d'une société d'informatique avec la Romande Energie. Augmentation de la participation des SIL dans le capital de la Compagnie vaudoise d'électricité SA (CVE).
- 10 décembre 2003/49 9 octobre : Remplacement et extensions ordinaires des réseaux des Services industriels pour l'exercice 2004.

## **RAPPORTS AU CONSEIL COMMUNAL**

Date de l'approbation  
par le Conseil  
communal

N°

### **Administration générale et finances**

- 13 mai 2003/1 27 mars : Modification du Règlement du Conseil communal de Lausanne. Prolongation de la durée des mandats des membres du bureau du Conseil communal pour la législature 2002-2006. Projet de règlement de M. Maurice Calame.
- 2003/2 20 novembre : Rapport sur l'état des motions en suspens.

## MOTIONS EN SUSPENS AU 31 DÉCEMBRE 2003

### Administration générale et finances

Date renvoi	Auteur	Titre	Délai de réponse <sup>1</sup>
09.06.1998	JAEGER Odile	Demande à la Municipalité de reconsidérer la mise à disposition d'un terrain en faveur des sociétés locales pour la construction d'une salle qui serait financée par elles	<i>31 décembre 2003</i>
13.06.2000	MURI-GUIRALES Mariela	Pour l'amélioration des conditions de travail des différentes personnes qui œuvrent au sein du Conseil communal de Lausanne	<i>31 décembre 2003</i>
27.06.2000	PERRIN Jacques	Possibilité pour le Conseil communal de tester en 2001 des installations parlementaires modernes au Palais de Rumine	<i>31 décembre 2003</i>
13.11.2001	VUILLEMIN Philippe	Pour une meilleure prévention et lutte contre le mobbing au sein de l'Administration communale lausannoise	<i>30 juin 2004</i>
27.11.2001	EGGLI Andréa	Pour les 38 heures de travail au sein de l'Administration communale	<i>31 décembre 2003</i>
19.03.2002	GILLIARD Diane	Pour une étude visant à la création d'une maison des associations lausannoises	<i>30 juin 2004</i>
09.04.2002	GILLIARD Diane	Pour l'adhésion de la Ville à la Charte européenne des droits de l'homme dans la ville	<i>31 décembre 2003</i>
28.05.2002	PAYOT Pierre	Pour l'étude de l'abandon de la taxe sur les divertissements	<i>30 septembre 2004</i>
11.06.2002	BOURQUIN Jean-Christophe	Pour des bourses d'étude de la Ville de Lausanne	<i>31 décembre 2003</i>
11.06.2002	BOURQUIN Jean-Christophe	Lausanne visible : pour la mise en place d'un marketing urbain lausannois	<i>30 juin 2004</i>
11.06.2002	GHELFI Fabrice	«Sept semaines de vacances pour les apprentis !»	<i>30 juin 2004</i>
11.06.2002	GHELFI Fabrice	«Pour que les parents de tous les enfants soient sur un pied d'égalité»	<i>30 juin 2004</i>
12.11.2002	EGGLI Andrea	Adhésion de la Ville à l'Association pour une taxation des transactions financières	<i>31 décembre 2003</i>
26.11.2002	ANSERMET Eddy	Pour une radicale amélioration du service au public	<i>30 juin 2004</i>
29.04.2003	EGGLI Andrea	Pour la création d'un statut de délégué associatif	<i>30 juin 2004</i>
13.05.2003	BONVIN Jacques	Etude des possibilités de migration de l'informatique communale vers les logiciels libres et les systèmes ouverts	<i>30 septembre 2004</i>
13.05.2003	LONGCHAMP Françoise	Etude de la possibilité de ne pas repourvoir un poste laissé vacant par le départ ou la mise à la retraite d'un collaborateur communal	<i>31 décembre 2003</i>
03.06.2003	HUBLER Alain	Pour un Grand-Lausanne démocratique et participatif	<i>31 juillet 2006</i>
17.06.2003	VENEZIA Dino	«Non à la retraite à 40 ans pour les conseillers municipaux. Non à un système de retraite incitant à la démagogie»	<i>31 décembre 2004</i>
17.06.2003	CRAUSAZ Françoise et MEYSTRE Gilles	«Une série d'émissions qui dévoile et fait vivre les différents quartiers lausannois : un outil d'intégration aujourd'hui et de mémoire demain»	<i>31 décembre 2003</i>
02.09.2003	PERRIN Charles-Denis	Pour une réflexion globale sur la nature du soutien que doit apporter Lausanne aux institutions et aux groupes de réflexion traitant de la mondialisation et de ses effets, de ses potentiels et de ses dangers	<i>31 mars 2004</i>
02.09.2003	MEYSTRE Gilles	Pour un système d'information aux élus radicalement nouveau et économique, générant moins de paperasse et plus efficace	<i>31 mars 2004</i>
16.09.2003	GERMOND Florence et BOURQUIN Jean-Christophe	«Des tl remonte-pentes pour les vélos»	<i>30 septembre 2004</i>
07.10.2003	DE MEURON Thérèse	Etude de la faisabilité de la création d'une crèche-garderie aux fins d'accueillir les enfants des collaborateurs de l'Administration communale	<i>30 avril 2004</i>

<sup>1</sup> Les délais en italiques sont ceux proposés par la Municipalité dans son rapport sur l'état des motions en suspens (rapport n° 2003/2), du 20 novembre 2003

10.12.2003 MAIER Cristina «Caisse de pensions du personnel de la Ville de Lausanne et développement durable (suite)...» 30 juin 2004

### Direction de la sécurité publique

Date renvoi	Auteur	Titre	Délai de réponse
30.06.1981	FRANCK Alain	Réglementation plus restrictive des heures d'ouverture et de fermeture des magasins et création d'une commission extraparlamentaire pour résoudre les problèmes qui se posent périodiquement en ce domaine	31 décembre 2004
13.03.1984	ROSSET Jean-Claude	Ouverture nocturne hebdomadaire des magasins à titre d'essai durant un an	31 décembre 2004
25.06.1991	BURNET Olivier	En faveur d'une extension des heures d'ouverture des magasins à Lausanne et à Ouchy en particulier	31 décembre 2004
22.02.1994	CAVIN Yves-André	Introduction généralisée des ouvertures «en soirée» des commerces domiciliés dans les quartiers forains	31 décembre 2004
25.06.1996	FASEL Dominique	Pour la modification du règlement sur les heures d'ouverture des magasins du 13 juin 1967	31 décembre 2004
08.10.1996	MATTHEY-DORET Luc	Demande une piste ou une voie cyclable d'une largeur de 1,2 mètre au minimum depuis la gare CFF jusqu'au niveau de l'axe place Chauderon – place St-François	30 juin 2004
28.01.1997	ZAMORA Silvia	Pour le prolongement des heures d'ouverture en soirée des commerces indépendants	31 décembre 2004
02.05.2000	RUDASIGWA Antoine	Assurer une accessibilité adaptée aux employés du CHUV	31 décembre 2004
26.09.2000	BRON Alain	Pour la création de places couvertes pour deux-roues	30 juin 2004
26.09.2000	PASCHE-CASADEI Angelina	Les pentes naturelles de Lausanne, un avantage pour tous en toute sécurité	30 juin 2004
20.03.2001	MARTIN Philippe	Gestion du stationnement, excédent de revenus sur le compte 2601, mission impossible	30 juin 2004
29.05.2001	PERNET Jacques	Favoriser et faciliter le parage des microvoitures en ville de Lausanne	30 juin 2004
18.03.2003	SEGURA Serge	Etude de faisabilité d'une unité de police cycliste	30 juin 2004
02.09.2003	DUNANT Marc	Lausanne, ville centre... aussi la nuit !	30 septembre 2004

### Direction culture, sports, patrimoine

Date renvoi	Auteur	Titre	Délai de réponse
25.06.1996	BAVAUD Léopold	Demande d'étude de construction d'une couverture pour les adeptes de la pétanque et autres jeux de boules	31 décembre 2003
10.10.2000	EGGLI Andrea	Pour une maison des associations sportives	30 juin 2004
06.03.2001	JUNOD Grégoire	Amélioration des conditions de travail du personnel de nettoyage des bâtiments de l'Administration communale	31 décembre 2004
09.04.2002	SCHNEIDER Gianni John	Pour une valorisation des places de sport de plein air, en libre accès, en ville de Lausanne	<sup>2</sup>
01.07.2002	JUNOD Grégoire	Pour la création d'un passeport culturel et sportif à Lausanne	30 juin 2004
03.09.2002	HUBLER Alain	Pour du logement mixte à Beau-Séjour	31 décembre 2004
17.06.2003	ATTINGER DOEPPER Claire	«Pour étendre l'offre de notre bibliothèque municipale au multimédia»	31 décembre 2003
30.06.2003	TRUAN Isabelle	«Programmation d'une piscine olympique»	30 septembre 2004
02.09.2003	BRON Alain	Pour la définition d'institutions sportives phares	30 septembre 2004

<sup>2</sup> Classement proposé par la Municipalité dans son rapport sur l'état des motions en suspens (rapport n° 2003/2), du 20 novembre 2003

07.10.2003	CAVIN Pierre-Yves	Etude de la possibilité de transférer des immeubles du patrimoine administratif auprès de la Caisse de pensions de la Ville de Lausanne en échange d'immeubles à l'usage de l'Administration	31 octobre 2005
------------	-------------------	--	-----------------

## Direction des travaux

Date renvoi	Auteur	Titre	Délai de réponse
14.05.1991	FAUCHERRE Alain	Nouvel aménagement et nouvelle conception du trafic dans le secteur Chauderon/Terreaux/Bel-Air/Grand-Pont	31 décembre 2003
02.07.1996	SANTSCHI Pierre	Pour le classement de l'intégralité du site de l'Hermitage	31 mars 2004
11.02.1997	PERRIN Jacques	Etude de la création d'une société d'équipement de la région lausannoise	31 décembre 2003
03.06.1997	REY Eliane	Révision des plans de quartier n° 584 et 610 de la Commune de Lausanne, au lieu-dit «L'Hermitage», concernant les terrains situés entre l'avenue Louis-Vulliemin, le sentier du Signal, le lieu-dit «Le Signal», les terrains régis par le plan légalisé n° 574, le chemin de Montmeillan, la rue du Vallon, la rue de la Barre, en vue de supprimer la zone encore constructible du plus récent des deux plans <sup>9</sup>	31 mars 2004
04.05.1999	JUNOD Grégoire	Pour un réaménagement de la place du Tunnel	30 septembre 2004
07.09.1999	JULIER Michel	Pour un ascenseur au Pont Bessières	31 décembre 2003
21.03.2000	FAUCHERRE Alain	Etudier les possibilités de développement à Lausanne d'une installation de biométhanisation des déchets organiques	31 décembre 2003
21.03.2000	FRANÇAIS Olivier	Définir et classer les propriétés communales selon leur intérêt public, en relation avec les projets de développement collectif ou privé	30 juin 2004
04.09.2001	SCHNEIDER Gianni John	Aménagement des arches du Grand-Pont et de la place de l'Europe	30 juin 2004
12.11.2002	MEYLAN Georges-Arthur	De la lumière, aussi pour les piétons	31 mai 2004
18.03.2003	FAVRE Sylvie	Pour un moratoire sur tous les projets en lien avec le site de Malley et pour la création d'une commission intercommunale	31 mars 2004

## Direction de l'enfance, de la jeunesse et de l'éducation

Date renvoi	Auteur	Titre	Délai de réponse
05.10.1999	BRON Alain	Ecoles lausannoises : un exercice pratique de démocratie	31 décembre 2003
05.10.1999	PASCHE Angelina	La meilleure garantie du maintien d'un état démocratique passe par un enseignement civique actif	31 décembre 2003
26.09.2000	MAURER-SAVARY Myriam	Pour un partenariat parents-école à Lausanne	31 décembre 2003
29.05.2001	PEIRY-KLUNGE Florence	Subventionnement de la prise en charge familiale des jeunes enfants	31 décembre 2003
21.01.2002	PASCHE-CASADEI Angelina	Pour la création d'un bureau d'orientation pour les familles	31 décembre 2003
01.07.2002	MAIER Christina	Pour une démarche de type «Fourchette verte» dans les écoles et les cuisines scolaires de Lausanne	31 décembre 2003 <sup>3</sup>
29.04.2003	LOUP Pierre-Henri	Restauration de l'église de Montehron	31 mars 2004 <sup>4</sup>
13.05.2003	CORNAZ Mireille	«Fumée, alcool, cannabis... Motion demandant à nos Autorités de prendre des mesures pour diminuer leur consommation chez les jeunes»	30 juin 2004
03.06.2003	SAVARY Géraldine	Pour des éducateurs à la rencontre des jeunes	31 mars 2004

<sup>3</sup> Réponse donnée par le rapport-préavis n° 2004/2, du 8 janvier 2004

<sup>4</sup> Réponse donnée par le rapport-préavis n° 2004/5, du 21 janvier 2004

02.09.2003	GERMOND Florence	Pour instaurer des rencontres entre les élus lausannois et les élèves des écoles lausannoises	31 mars 2004
02.09.2003	LONGCHAMP Françoise	Motion invitant la Municipalité à examiner la manière dont elle pourrait réaliser, en collaboration avec les institutions œuvrant en la matière et les entreprises locales, une grande campagne de prévention générale des problèmes d'alcool chez les jeunes	31 mars 2004
11.11.2003	HUBLER Alain	«Une formation professionnelle pour les sans-papiers»	30 avril 2004

### **Direction de la sécurité sociale et de l'environnement**

<b>Date renvoi</b>	<b>Auteur</b>	<b>Titre</b>	<b>Délai de réponse</b>
13.02.2001	DE MEURON Thérèse	Etude d'autres solutions aux fins d'offrir des chances de réinsertion professionnelle dans de vraies entreprises	31 décembre 2003
27.11.2001	PERRIN Charles-Denis	Participation au développement de nouvelles formes d'aide et d'assistance aux personnes âgées précarisées ou handicapées, ainsi qu'aux professionnels et associations qui œuvrent en leur faveur	<sup>5</sup>
30.06.2003	EGGLI Andrea	«Bons de transport pour personnes à mobilité réduite»	30 juin 2004
07.10.2003	GILLIARD Diane	Pour le maintien des locataires dans leur logement et la mise en œuvre de mesures efficaces pour éviter les expulsions	30 avril 2004
07.10.2003	VENEZIA Dino	Etudier une ou des solutions plus rationnelles et moins coûteuses en matière de structures d'hébergement d'urgence	30 avril 2004

### **Direction des services industriels**

**Néant**

## **PROJETS DE RÈGLEMENTS OU DE DÉCISIONS EN SUSPENS AU 31 DÉCEMBRE 2003**

### **Administration générale et finances**

<b>Date renvoi</b>	<b>Auteur</b>	<b>Titre</b>	<b>Délai de réponse</b>
29.09.1998	BRUN Michel	Amélioration des pouvoirs du Conseil communal en matière de surveillance de l'activité municipale et administrative et renforcement de l'indépendance du service de la révision	31 mars 2004
17.06.2003	MEYLAN Georges Arthur	Pour une information exhaustive du Conseil communal	31 décembre 2003
17.06.2003	MEYLAN Georges Arthur	Projet de règlement relatif aux crédits complémentaires	31 décembre 2003
16.09.2003	GHELFI Patrice	Projet de règlement visant à la création d'une commission permanente de politique régionale	31 mars 2003
16.09.2003	GLATZ Georges	Projet de règlement demandant que le registre des intérêts des conseillers communaux soit mis sur le site officiel de la Commune de Lausanne	31 mars 2003
10.12.2003	SANTSCHI Pierre	Titre d'une motion lors d'une prise en considération partielle	30 juin 2004

<sup>5</sup> Classement proposé par la Municipalité dans son rapport sur l'état des motions en suspens (rapport n° 2003/2), du 20 novembre 2003

## PÉTITIONS EN SUSPENS AU 31 DÉCEMBRE 2003

Renvoi Mpté	Pétitionnaires	Objet
<b>ADMINISTRATION GENERALE ET FINANCES</b>		
21.03.00	<b>M. Kyril Gossweiler, Lausanne</b>	«Pour l'engagement du (de la) délégué(e) aux relations entre usagers et l'administration communale».
<i>Le réexamen complet de la situation, singulièrement du cadre dans lequel devrait œuvrer le délégué, n'a pas encore pu être entrepris. En principe, une communication ad hoc pourrait cependant pouvoir être adressée au Conseil communal d'ici fin 2004, en fonction du réexamen en cours des prestations fournies par l'administration communale.</i>		
06.03.01	<b>Carl Kyril Gossweiler</b>	«Pour une offre de baby-sitting civique à Lausanne».
<i>Une réponse sera donnée d'ici fin 2004.</i>		
26.06.01	<b>Carl Kyril Gossweiler</b>	«Pour une ouverture cohérente de l'information au public».
<i>Une réponse sera donnée d'ici fin 2004.</i>		
09.04.02	<b>Carl Kyril Gossweiler</b>	«Pour une meilleure transparence et connaissance des coûts» (s'agissant des prestations et subventions fournies par la Ville)
<i>Cette pétition correspond aux travaux accomplis actuellement dans l'administration pour réaliser des mesures d'économies et pour réorganiser la fonction comptable. Il sera possible de répondre à cette pétition dès la fin de cette opération pendant l'été 2004.</i>		
28.05.02	<b>Radicaux lausannois</b>	«Non à la taxe sur les divertissements !».
<i>L'impôt sur les divertissements est inscrit dans l'arrêté d'imposition pour les années 2003 et 2004; un nouvel arrêté d'imposition pour les années 2005 et suivantes devra être soumis au Conseil communal dans le courant de l'année 2004. La situation financière de la Ville et la capacité à faire partager les charges des villes centres par la région et l'ensemble du canton détermineront la position prochaine de la Municipalité.</i>		
18.03.03	<b>Carl Kyril Gossweiler</b>	«Pour le respect des articles 66 et 67 du Règlement du Conseil communal». (réponse de la Municipalité aux motions et pétitions - délai)
<i>Une réponse sera donnée d'ici fin 2004.</i>		
08.04.03	<b>POP et Gauche en mouvement - Section de Lausanne</b>	«Touche pas à ma poste !»
<i>Une réponse sera donnée d'ici fin 2004.</i>		

Renvoi Mpté	Pétitionnaires	Objet
03.06.03	<b>M. K. C. Gossweiler</b>	«Pour les enfants au travail» (afin que les enfants des employés de la Ville puissent visiter le lieu de travail de leurs parents)

Réponse a été donnée par communication du 18 février 2004.

#### **SECURITE PUBLIQUE**

09.05.78	<b>Comité de défense des travailleurs des grands magasins</b>	Heures d'ouverture et de fermeture.
07.12.82	<b>Parti socialiste lausannois</b>	Diminution des heures d'ouverture des magasins.
26.09.00	<b>Association Déclic et consorts</b>	Pour une ouverture prolongée des magasins le jeudi jusqu'à 21 heures.

Conformément au vœu émis par la commission du Conseil communal chargée de son examen, le rapport-préavis n° 159 du 6 juillet 2000, qui répondait aux deux premières pétitions et aux motions A. Franck, J.-C. Rosset, O. Burnet, Y.-A. Cavin, D. Fasel et S. Zamora, a été retiré. Deux nouveaux rapports-préavis, qui répondront également aux pétitions de l'Association Déclic et consorts ainsi que du Comité «Laissez survivre les petits traiteurs», seront présentés successivement pour proposer, dans une première étape, une modification partielle du règlement sur les heures d'ouverture et de fermeture des magasins, et, dans une seconde étape, une refonte dudit règlement.

14.11.00	<b>Coopérative Taxi-City</b>	Pour une station de taxis mixte A et B sur la place de la Gare à Lausanne.
----------	------------------------------	--

S'agissant de l'attribution des autorisations d'exploiter un service de taxis avec permis de stationnement sur le domaine public, le Tribunal fédéral a, par arrêt du 28 octobre 2002, annulé celui du Tribunal administratif du 3 janvier 2002. Il s'ensuit que la cause se trouve à nouveau – et reste, pour l'heure – pendante devant ce dernier. En conséquence, dès lors que le mode de faire qui sera retenu revêt une grande importance pour la réponse à donner à cette pétition, il convient d'attendre l'issue de la procédure en cours pour rédiger le rapport-préavis ad hoc.

08.05.01	<b>Comité «Laissez survivre les petits traiteurs»</b>	Contre les tracasseries administratives.
----------	---	--

Voir commentaire figurant ci-dessus, sous «Comité de défense des travailleurs des grands magasins», «Parti socialiste lausannois» et «Association Déclic».

08.10.02	<b>Collectif de soutien aux sans-papiers du canton de Vaud</b>	Arrestations de sans-papiers.
----------	--	-------------------------------

Réponse a été donnée par communication du 1<sup>er</sup> mars 2004.

30.06.03	<b>M. Roland Philippoz et consorts</b>	Demande de rétablissement des voies de circulation à l'avenue des Plaines-du-Loup.
----------	--	--

Un rapport-préavis, en cours d'élaboration, sera prochainement adressé au Conseil communal à ce sujet.

Renvoi Mpté	Pétitionnaires	Objet
30.06.03	<b>Mme Monique Corbaz et consorts</b>	Demande de classement en «zone de rencontre» du quartier des Fleurettes, actuellement en zone «30».

*Vu la nature spéciale de la demande et les études particulières qu'elle réclame, un rapport-préavis spécifique sera élaboré, distinct de celui relatif à la gestion et au contrôle du stationnement, répondant aux motions de MM. P. Martin et J. Pernet.*

10.12.03	<b>M. K. C. Gossweiler</b>	«Pour un/une commissaire à la déontologie, bénévole si possible!».
----------	----------------------------	--

*Réponse a été donnée par communication du 10 mars 2004.*

#### **TRAVAUX**

02.07.91	<b>Associations radicales de La Sallaz, Chailly, Marterey-Bugnon + commerçants de La Sallaz et habitants des quartiers concernés</b>	Réalisation de la liaison Venness-St-Martin, d'un parking et d'une place piétonne à La Sallaz.
----------	--	--

*Contrairement à ce qui avait été annoncé et compte tenu du nouveau programme décisionnel, une réponse pourra déjà être donnée à fin 2004 (et non en 2005).*

28.10.03	<b>M. Christophe Changeat et Mme Nathalie Samuel</b>	«Sauvons la Cité !».
----------	--	----------------------

*Une réponse à cette pétition pourra être donnée d'ici à l'été 2004.*

#### **ENFANCE, JEUNESSE ET EDUCATION**

15.01.80	<b>Habitants du quartier</b>	Création à Chailly d'une garderie et d'une halte-garderie; mise à disposition de locaux pour le Centre de loisirs.
----------	------------------------------	--

*Une réponse positive a été apportée lors de l'acceptation par le Conseil communal, en sa séance du 25 novembre 2003, du préavis N° 2003/40, mais les conclusions de ce préavis n'intègrent pas une réponse formelle de la Municipalité. Le nécessaire en ce sens sera fait prochainement.*

08.05.01	<b>Locataires des bâtiments de la rue St-Martin 20-22</b>	Préoccupations des locataires concernant l'installation de l'Espace autogéré à la rue César-Roux et la nouvelle Dolce Vita à la rue St-Martin.
----------	---	--

*La Municipalité a abandonné le projet d'installer une nouvelle Dolce Vita à la rue St-Martin. En revanche, le Conseil communal a accepté la création d'une nouvelle scène pour les musiques actuelles dans le quartier de Sévelin (préavis N° 2003/33), mais les conclusions de ce rapport-préavis n'intègrent pas une réponse formelle de la Municipalité à la pétition des habitants de St-Martin. Le nécessaire en ce sens sera fait prochainement.*

Renvoi Mpté	Pétitionnaires	Objet
28.10.03	<b>Société de développement du Nord et consorts</b>	Pour un équipement convenable à la salle polyvalente de Bois-Gentil

*La Municipalité a informé le Conseil communal lors de la discussion sur la pétition que la priorité du maître de l'ouvrage était de terminer le programme voté par le Conseil, qui est de créer un office dans un local proche de la salle de gymnastique et de prévoir une protection du sol de ladite salle lors de manifestations non sportives. Une réponse sera donnée dès la fin de ces travaux.*

#### **SECURITE SOCIALE ET ENVIRONNEMENT**

18.03.03	<b>M. M. Ospelt et consorts</b>	Mise à disposition d'abris de la protection civile pour pallier la pénurie d'appartements à Lausanne.
----------	---------------------------------	---

*Dans les faits, cette question a déjà été abordée dans le rapport-préavis N° 2003/43 («Nouvelle politique communale du logement») qui sera débattu en 2004 par le Conseil communal. Il n'en est toutefois pas fait mention dans les conclusions. Au surplus, la Municipalité a accepté d'ouvrir un abri de protection civile durant les hivers 2001-2002, 2002-2003 et 2003-2004, donnant ainsi suite à la demande formulée dans la pétition. Une réponse formelle sera adressée ultérieurement au Conseil communal.*

13.05.03	<b>Groupe du lac et des loisirs pour invalides</b>	Pour que les bons de transports ne subissent pas les réductions d'utilisation signifiées aux utilisateurs par la Direction de la sécurité sociale.
----------	--	--

*Il sera répondu à cette pétition dans le cadre du rapport-préavis en cours de rédaction (délai annoncé : printemps 2004).*

11.11.03	<b>Mme Diane Stiner et consorts (2960 signatures)</b>	En faveur du maintien de la zone actuellement autorisée aux chiens dans les ruines romaines de Vidy.
----------	---	--

*L'étude globale entreprise à ce sujet est achevée. Une réponse sera donnée à cette pétition, ainsi qu'à deux pétitions adressées à la Municipalité sur le même thème (délimitation des zones accessibles aux chiens) avant l'été 2004.*

25.11.03	<b>Groupement de citoyens de l'Ouest lausannois - Mme Martine Seiler et consorts (14 signatures)</b>	«Halte au gaspillage ! Respect des engagements pris par la Municipalité»
----------	--	--

*Le Conseil communal a renvoyé cette pétition à la Municipalité lors de sa séance du 25 novembre 2003. A cette occasion, il fut admis que le préavis consacré à la construction de deux bâtiments à l'avenue d'Echallens 85 et à l'avenue Recordon 46 (2003/67) servirait à exposer la réponse municipale et tiendrait ainsi lieu de communication selon article 66 du Règlement du Conseil communal.*

## PETITIONS ADRESSÉES A LA MUNICIPALITÉ EN 2003

Date enregistrement	Pétitionnaires	Objet
------------------------	----------------	-------

### **ADMINISTRATION GENERALE ET FINANCES**

28.05.03	<b>Habitants de la région lausannoise</b>	«G8 : pas en notre nom, pas dans notre ville»
----------	---	---

*Les explications voulues sur le sommet du G8 ont été fournies aux habitants concernés, par diverses voies.*

18.09.03	<b>Syndicat suisse des services publics (SSP)</b>	Pétition pour la défense des conditions salariales et de travail du personnel de la Commune de Lausanne
----------	---	---

*Un recours sur le même objet étant toujours pendant, cette pétition n'a pas encore eu de réponse.*

27.11.03	<b>Association Faverges</b>	Pétition intitulée «Pour demander à la Commune de Lausanne de débloquer un crédit pour permettre que la ligne de bus no 12 soit exploitée à une cadence plus rapprochée, aussi en soirée et le dimanche, par une desserte régulière et non sur appel comme c'est le cas actuellement»
----------	-----------------------------	---

*La Municipalité attend les déterminations demandées aux tl pour répondre à cette pétition.*

### **SECURITE PUBLIQUE**

23.12.03	<b>Collectif du Puits</b>	«Aidez-nous à sauver le Puits»  <i>(pour une régularisation des activités culturelles et alternatives du Puits et leur poursuite jusqu'à la démolition du bâtiment)</i>
----------	---------------------------	---

*Une réponse formelle négative sera prochainement adressée au Collectif du Puits, qui s'est récemment vu interdire l'accès aux locaux que ses membres occupaient illicitement.*

### **CULTURE, SPORTS, PATRIMOINE**

13.03.03	<b>M. Paul Marville</b> , avocat-conseil de Mme I. Stajic-Badoux (4500 signatures)	«Pour garder le plaisir de monter au Chalet-des-Enfants»  <i>(Pétition de soutien à Mme Isabelle Stajic-Badoux, tenancière du café-restaurant du Chalet-des-Enfants, suite au congé signifié par la Ville en vue de la réhabilitation de l'établissement)</i>
----------	--	---

*En date du 30 juin 2003, la Municipalité a répondu de la manière suivante à M. Paul Marville :*

*Sauf décision contraire d'une instance de recours, elle entendait maintenir le congé donné à Mme Isabelle Badoux, tout en lui octroyant un délai raisonnable pour quitter les lieux avant le début des travaux.*

*Quant à la formulation d'un nouveau projet de réfection en collaboration avec Mme Badoux pour garantir la conservation de l'âme du Chalet-des-Enfants, elle a rappelé que le préavis présentant la première étape des travaux visant à la réhabilitation du Chalet-des-Enfants avait été adopté à l'unanimité par le Conseil communal le 11 juin 2002. Dès lors, la Municipalité a estimé qu'il n'y avait aucune raison d'étudier un nouveau projet de réfection, car les travaux prévus respectent tout à fait l'esprit et le caractère des lieux.*

Date enregistrement	Pétitionnaires	Objet
16.10.03	<b>Bibliothèque suisse pour aveugles et malvoyants (SBS)</b> (1 signature)	«Pétition 2003 à l'attention du pouvoir exécutif des communes politiques en Suisse pour une contribution promotrice annuelle en faveur de la Bibliothèque suisse pour aveugles et malvoyants domiciliés aux communes respectives»

*En date du 17 novembre 2003, la Municipalité a répondu de la manière suivante à M. Bernhard Heinser, gérant de la SBS :*

*Dans son projet de budget 2004, la Ville de Lausanne renonce à accorder une subvention à la Bibliothèque sonore romande, membre d'un consortium auquel appartient aussi la SBS. Par souci de cohérence, la Municipalité n'en accordera pas non plus à la SBS.*

*Lors de la votation du budget 2004, le Conseil communal a maintenu la subvention de fr. 1 000.— à la Bibliothèque sonore romande, imputée au budget de la Direction de la sécurité sociale et de l'environnement – Activités sociales et sanitaires.*

#### **TRAVAUX**

13.03.03	<b>M. André Rouyer</b> , architecte, au nom des habitants du quartier (2632 signatures)	«Pour la sauvegarde du quartier Mont-d'Or – Fleurettes – Milan»  <i>(Pétition demandant à la Municipalité de sauvegarder les villas sises entre l'avenue du Mont-d'Or 5 et 7 et de prendre des mesures pour que les possibilités de construire dans le quartier respectent les dimensions et l'architecture des constructions anciennes et leurs espaces verts)</i>
----------	---	---

*La Municipalité a répondu par lettre du 14 juillet 2003, en donnant des explications circonstanciées sur les mesures prises.*

24.04.03	<b>Fondation Eben-Hézer</b>	«Pour un chemin de Rovéréaz plus sûr pour les piétons»
----------	-----------------------------	--

*La Municipalité a répondu par lettre du 18 septembre 2003, en détaillant les mesures prises en faveur des piétons au chemin de Rovéréaz.*

15.05.03	<b>M. Jean-Pierre Laubscher</b> , domicilié à la place Bel-Air 2	«Sauvons la Pinte Besson»
----------	--	---------------------------

*La Municipalité désire coordonner sa réponse avec celle du Conseil d'Etat sur le même sujet. Au vu de l'évolution du dossier, elle anticipera sa réponse au pétitionnaire.*

10.07.03	<b>Comité "Sauvons les Aubépines"</b> (M. Christoph Frei)	«Pour la sauvegarde du quartier St-Paul – Aubépines - Beaulieu»  <i>(Pour la sauvegarde des villas sises av. de France 62 et ch. des Aubépines 39 et 41 et la prise de mesures pour que les possibilités de construire dans le quartier respectent les dimensions et l'architecture des constructions anciennes et leurs espaces verts)</i>
----------	---	---

*La Municipalité a répondu par lettre du 8 septembre 2003, en confirmant que les bâtiments en cause seraient sauvegardés.*

Date enregistrement	Pétitionnaires	Objet
<b>ENFANCE, JEUNESSE ET EDUCATION</b>		
31.07.03	<b>Parents des écoliers concernés par la restructuration des centres de vie infantine représentés par Mme Céline Bellenot</b>	Contre le renvoi des écoliers primaires de l'UAPE (unité d'accueil pour écoliers) «Les Marronniers» au profit d'enfants en âge du cycle initial

Réponse a été donnée par la Municipalité le 29 septembre 2003. En substance, il a été rappelé aux pétitionnaires que :

«En 1998, le Conseil communal a déterminé clairement la politique qu'il entendait mener pour garantir au plus grand nombre d'enfants des structures d'encadrement éducatif performantes. Elle se définit en deux axes :

- Les centres de vie infantine et les unités d'accueil pour écoliers s'adressent aux enfants jusqu'à l'entrée à l'école obligatoire (école primaire)
- Les APEMS (accueil pour enfants en milieu scolaire) sont destinés aux enfants du cycle primaire. Parallèlement et en partenariat avec les institutions privées ou subventionnées comme les centres de loisirs, il s'agit de développer une offre de prise en charge pendant les vacances scolaires qui soit variée et en quantité suffisante.»

#### **SECURITE SOCIALE ET ENVIRONNEMENT**

09.01.03	<b>Comité Pro Lousonna</b>	«Pour une promenade archéologique praticable»  (Dans le but de soustraire le site des ruines romaines de Vidy aux chiens et de permettre au Musée romain de renforcer ses activités sur le terrain)
03.04.03	<b>Mme Eliane Schubert</b>	«Pour les chiens du parc de Valency à Lausanne»  (Pétition demandant divers aménagements dans le parc de Valency)

Ces deux pétitions, ainsi que la pétition en suspens de Mme Diane Stiner et consorts «En faveur du maintien de la zone actuellement autorisée aux chiens dans les ruines romaines de Vidy» concernent le même thème (délimitation des zones accessibles aux chiens). L'étude globale entreprise à ce sujet est achevée. Une réponse sera donnée à ces pétitions avant l'été 2004.

## **DÉLÉGATIONS DES MEMBRES DE LA MUNICIPALITÉ (Situation au 31 décembre 2003)**

### **M. Daniel BRELAZ, syndic**

- Association TV Région Lausanne (comité)
- Caisse de pensions du personnel communal (conseil d'administration)
- Commission intercommunale de la taxe de séjour / Fonds d'équipement touristique
- Communauté d'intérêts Simplon – Lötschberg
- Compagnie générale de navigation sur le lac Léman S.A. (comité de direction et conseil d'administration)
- Conseil du Léman
- Conseil pour le développement économique du canton de Vaud (conseil d'administration et bureau du conseil)
- EOS Holding S.A. (conseil d'administration)
- Fondation Béjart Ballet Lausanne (conseil de fondation)
- Fondation de Beaulieu (conseil de fondation)
- Fondation Jean Monnet pour l'Europe (conseil de fondation)
- Lausanne Région / Communauté de la région lausannoise (bureau de coordination, commission de financement régional, commission de promotion économique)
- Lausanne Tourisme (conseil des délégués et comité de direction)
- Métro Lausanne-Ouchy S.A. (conseil d'administration)
- Tramway du Sud-Ouest lausannois (TSOL) S.A. (conseil d'administration)
- Transports publics de la région lausannoise S.A. (conseil d'administration et comité de direction)
- Union des communes vaudoises (comité et groupe des villes)
- Union mondiale des villes olympiques (conseil exécutif)
- Union des villes suisses (comité et commission des finances)

### **Mme Doris COHEN-DUMANI, directrice de la sécurité publique**

- Association de communes de la région lausannoise pour la réglementation du service des taxis (conseil intercommunal)
- Bureau vaudois d'adresses (comité de direction et bureau du comité)
- Caisse de pensions du personnel communal (conseil d'administration)
- Communauté de la région lausannoise (COREL) – Secteur Est + Plate-forme «Territoire et équipement» + groupe «Installations sportives»
- Compagnie du chemin de fer Lausanne-Echallens-Bercher S.A. (LEB) (conseil d'administration et comité de direction)
- Conférence des directeurs de police des villes suisses
- Conférence des directeurs de police du Service intercommunal des taxis
- Conférence des directeurs des polices municipales vaudoises
- Conseil des communes et régions d'Europe – Section suisse (comité)
- Conseil exécutif de l'établissement primaire et secondaire du Mont-sur-Lausanne (suppléante)
- Fondation Béjart Ballet Lausanne (conseil de fondation)
- Fondation BVA (conseil de fondation)
- Fondation du Théâtre municipal pour l'art musical, lyrique et chorégraphique (conseil de fondation)
- Fondation Dussieur (conseil de fondation)
- Fondation pour l'enseignement du judaïsme à l'Université de Lausanne (FEJUNIL) - *Mandat ad personam*
- Lausanne Tourisme (conseil des délégués)
- S.I. Conservatoire de Lausanne S.A. (conseil d'administration)
- S.I. EJMA Lausanne S.A. (conseil d'administration)
- Transports publics de la région lausannoise S.A. (conseil d'administration)

### **M. Jean-Jacques SCHILT, directeur Culture, sports, patrimoine**

- Académie internationale des sciences et techniques du sport (AISTS) (conseil de fondation)
- Association Mémoire de Lausanne (comité)
- Association suisse des services des sports, section Suisse romande et Tessin (présidence)
- Association World Sport Forum (comité)
- Beaulieu Exploitation S.A. (conseil d'administration)
- Caisse de pensions du personnel communal (conseil d'administration – suppléant)
- Centre intercommunal de glace de Malley (CIGM) S.A.
- Fondation Béjart Ballet Lausanne (conseil de fondation)
- Fondation de Beaulieu (conseil de fondation)
- Fondation de l'Académie de musique de Lausanne (conseil de fondation et comité de direction)
- Fondation de l'Hermitage (conseil de fondation)

- Fondation du Festival de la Cité (conseil de fondation)
- Fondation du musée olympique (conseil de fondation)
- Fondation du Théâtre municipal pour l'art musical, lyrique et chorégraphique (conseil de fondation)
- Fondation Mary Toms – Pierre Pauli (conseil de fondation) – *Mandat ad personam*
- Fondation Métropole (conseil de fondation)
- Fondation pour l'art dramatique (conseil de fondation et comité de direction)
- Fondation pour la mucoviscidose (président) – *Mandat ad personam*
- Fondation pour les musiques actuelles
- Fondation Sport-études Lausanne (conseil de fondation)
- Lausanne Région / Communauté de la région lausannoise – Secteur Nord + groupe «Installations sportives»
- Maison du sport international S.A. (conseil d'administration)
- Métro Lausanne-Ouchy S.A. (conseil d'administration)
- Orchestre de chambre de Lausanne (conseil de fondation et comité de direction)
- Sisex – Société italo-suisse d'exploitation du Tunnel du Grand-Saint-Bernard S.A. (conseil d'administration et comité de direction)
- Transports publics de la région lausannoise S.A. (conseil d'administration et comité de direction)
- Tunnel du Grand-Saint-Bernard S.A. (conseil d'administration)
- Union des villes suisses – Commission des affaires sportives

## **M. Olivier FRANÇAIS, directeur des travaux**

- Association intercommunale «Pôle Blécherette Région»
- Association intercommunale pour l'épuration des eaux de la région du bassin supérieur du Talent (conseil intercommunal)
- CN Serpentine S.A. (conseil d'administration)
- Commission COH (comité exécutif)
- Commission intercommunale de la station d'épuration des eaux usées
- Commission internationale pour la protection des eaux du Léman
- Entreprise de correction fluviale Flon-Vuachère (commission exécutive)
- GEDREL S.A. (conseil d'administration)
- Glaciers 3000 S.A. (conseil d'administration) – *Mandat ad personam*
- Lausanne Région / Communauté de la région lausannoise – Secteur Ouest + plate-forme «Territoire et équipements» + groupe «Transports»
- Maison du sport international S.A. (conseil d'administration)
- Métro Lausanne-Ouchy S.A. (conseil d'administration)
- Orchestre de chambre de Lausanne (conseil de fondation)
- Tramway du Sud-Ouest lausannois S.A. (TSOL) (conseil d'administration)
- Transports publics de la région lausannoise S. A. (conseil d'administration et comité de direction)
- TRIDEL S.A. (conseil d'administration)

## **M. Oscar TOSATO, directeur de l'enfance, de la jeunesse et de l'éducation**

- Association intercommunale pour l'épuration des eaux de la région du bassin supérieur du Talent (conseil intercommunal - suppléant)
- Centre de traduction littéraire de l'Université de Lausanne (conseil)
- Centre d'orientation et formation professionnelles (COFOP) (conseil)
- Commission consultative permanente des constructions scolaires
- Commissions scolaires :
  - de Lausanne
  - de l'arrondissement secondaire lausannois
  - de l'enseignement spécialisé
- Conseil exécutif de l'établissement primaire et secondaire du Mont-sur-Lausanne
- Conservatoire de Lausanne (conseil de fondation)
- École cantonale pour enfants sourds (conseil)
- École d'études sociales et pédagogiques (conseil de fondation)
- École de couture (conseil)
- École d'ingénieurs du canton de Vaud (EIVD)
- École hôtelière (conseil de fondation)
- École professionnelle commerciale (conseil)
- École professionnelle de la société industrielle et commerciale (EPSIC) (conseil)
- École romande d'arts et communication (ERACOM) (conseil)
- École sociale de musique (conseil)
- École technique – École des métiers (conseil)
- Fondation de l'Espace des inventions (conseil de fondation)
- Fondation du Centre œcuménique et de quartier du Bois-Gentil

- Fondation Dussieur (conseil de fondation)
- Fondation pour l'animation socioculturelle lausannoise (conseil de fondation)
- Fondation pour l'art dramatique (conseil de fondation)
- Futur'app (comité)
- Groupe Contact Jeunesse (conseil)
- Haute École de Gestion (HEG) (conseil)
- Lausanne Région / Communauté de la région lausannoise – Secteur est (suppléant) et groupe «Petite enfance»
- Lausanne Tourisme (conseil des délégués)
- REUSSIC – Association pour le perfectionnement professionnel (comité)
- S.I. Conservatoire de Lausanne S.A. (conseil d'administration)
- S.I. EJMA Lausanne S.A. (conseil d'administration)
- Transports publics de la région lausannoise S.A. (conseil d'administration)
- Union des villes suisses – Plate-forme sociale : Conférence des responsables politiques (suppléant)
- Université populaire (conseil général)

### **Mme Silvia ZAMORA, directrice de la sécurité sociale et de l'environnement**

- Association intercommunale pour l'épuration des eaux de la région du bassin supérieur du Talent (conseil intercommunal - suppléante)
- Caisse cantonale vaudoise de compensation AVS – AI – APG (conseil d'administration)
- Centre de St-Martin (conseil de direction)
- Commission cantonale pour la prévention et la lutte contre la toxicomanie
- Commission consultative cantonale du logement
- Conseil des présidents des centres sociaux régionaux
- École cantonale d'arts de Lausanne (ECAL) (conseil) – *Mandat ad personam*
- Fondation du théâtre municipal pour l'art musical, lyrique et chorégraphique (conseil de fondation)
- Fondation pour l'art dramatique (conseil de fondation)
- Lausanne Région / Communauté de la région lausannoise – Secteur Ouest (suppléante) + groupe «Toxicomanie»
- Lausanne Tourisme (comité de direction et conseil des délégués) – *Mandat ad personam*
- Métro Lausanne-Ouchy S.A. (conseil d'administration)
- Organisme médico-social vaudois (conseil d'administration)
- Société coopérative des sites et espaces verts de la région lausannoise (SOCOSEV)
- Transports publics de la région lausannoise S.A. (conseil d'administration)
- Union des villes suisses – Plate-forme sociale : Conférence des responsables politiques
- Fondation lausannoise d'aide par le travail (conseil de fondation)

### **Mme Eliane REY, directrice des services industriels**

- Association de communes de la région lausannoise pour la réglementation du service des taxis (conseil intercommunal – suppléante)
- Association intercommunale pour l'épuration des eaux usées de la région du bassin supérieur du Talent (conseil intercommunal)
- Batsol S.A. (conseil d'administration)
- Boisy TV S.A. (conseil d'administration)
- Caisse de pensions du personnel communal (conseil d'administration – suppléante)
- Commission intercommunale de la station d'épuration des eaux usées (STEP) (suppléante)
- Digi TV S.A. (conseil d'administration)
- EOS Holding S.A. (conseil d'administration et comité d'audit)
- Fondation Arsenic (Centre d'art scénique contemporain) (conseil de fondation)
- Fondation de Beaulieu (conseil de fondation)
- Fondation du Festival international du film sur l'énergie (FIFEL) (conseil de fondation)
- Fondation pour l'innovation technologique (conseil de fondation)
- Fonds communal pour l'utilisation rationnelle de l'électricité et la promotion des énergies renouvelables (comité)
- Forces motrices de l'Aboyeu S.A. (conseil d'administration)
- Forces motrices Hongrin-Léman S.A. (conseil d'administration)
- Gaznat S.A. (conseil d'administration et comité)
- Grande Dixence S.A.
- Lausanne Région / Communauté de la région lausannoise – Secteur Nord (suppléante) + plate-forme «Territoire et équipements» + groupe «Fluides»
- Néotechnologies S.A. (conseil d'administration)
- Petrosvibri S.A. (conseil d'administration)
- Transports publics de la région lausannoise (conseil d'administration)
- Union des villes suisses – Groupe de travail des responsables politiques des services industriels des villes

## **ASSOCIATIONS, FONDATIONS, SOCIÉTÉS COMMERCIALES : AUTORISATION GÉNÉRALE SELON L'ARTICLE 17, CH. 7 DU RÈGLEMENT DU CONSEIL COMMUNAL**

Par décision du 5 septembre 2002, le Conseil communal a accordé à la Municipalité, jusqu'au terme de la législature, l'autorisation générale de constituer des associations et des fondations ou d'y adhérer, ainsi que de constituer des sociétés commerciales ou d'acquérir des participations dans ces sociétés, dans les limites prévues par l'art. 17, ch. 7 du Règlement du Conseil communal, cette autorisation étant limitée :

- pour les associations, aux où la cotisation annuelle n'excède pas fr. 5'000.—
- pour les fondations, à ceux où la participation au capital de dotation ne dépasse pas fr. 25'000.—
- pour les sociétés commerciales, à l'acquisition de parts pour un montant de fr. 50'000.— au plus.

La Municipalité a fait l'usage suivant de cette autorisation :

### *Adhésion à des associations*

- Association PACTE (Des paroles aux actes) (cotisation annuelle de fr. 500.—)
- Association «Mayors for Peace» (pas de cotisation)
- Association «Europäische Mozart-Wege e. V.» (pas de cotisation)
- Comité d'organisation des championnats du monde de cross country (pas de cotisation)
- Comité d'organisation des championnats d'Europe de danses latines (pas de cotisation)
- Comité d'organisation du Grand prix des villes sportives (pas de cotisation)
- Union mondiale des villes olympiques (pas de cotisation)

### *Participations dans des sociétés commerciales*

- S.A. Terminal Combiné Chavornay (fr. 20'000.—)
- Hispot S.A. (fr. 30'000.—)